

# Citations

« Ce qu'il faut dire et qu'on ne dit pas assez, c'est que, même si la fédération canadienne était < payante >, il faudrait quand même faire l'indépendance du Québec. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il vaut mieux gérer ses propres affaires que de les laisser gérer par les autres. Il en va des peuples comme des individus. »

**Pierre Bourgault**

« En fait, la nouvelle entité étatique, dès qu'elle possède tous les éléments de l'État et se comporte effectivement comme tel, se trouve à exister en tant qu'État : < En d'autres termes, dès lors que l'État existe en fait, il existe en droit, indépendamment de tout assentiment des États tiers. > \* »

**Jacques Brossard**

« En fait, le gouvernement d'Ottawa est dans la main des Canadiens anglais. Ce n'est pas lui qui représente réellement les Canadiens français dispersés à travers le Canada, c'est le gouvernement du Québec, à condition qu'il se renforce et devienne souverain. »

**Charles De Gaulle**

« Faudra-t-il que nous perdions le < pouvoir provincial > pour retrouver notre conscience d'un < pouvoir national >? »

**Pierre Bourgault**

« Il ne s'agit pas de savoir si tel ou tel Canadien français est libre ou ne l'est pas ; il s'agit, au contraire, d'établir le degré de liberté de la nation canadienne-française. »

**Marcel Chaput**

« L'indépendance du gouvernement et les droits politiques font les peuples; la langue et l'origine commune font les nations. »

**Jean-Charles Léonard Simonde de Sismondi**

« Le < séparatisme >, c'est-à-dire l'aspiration à la liberté, devient alors un instrument de chantage, ce qui est sans doute la plus profonde aberration dont puisse faire preuve un colonisé. »

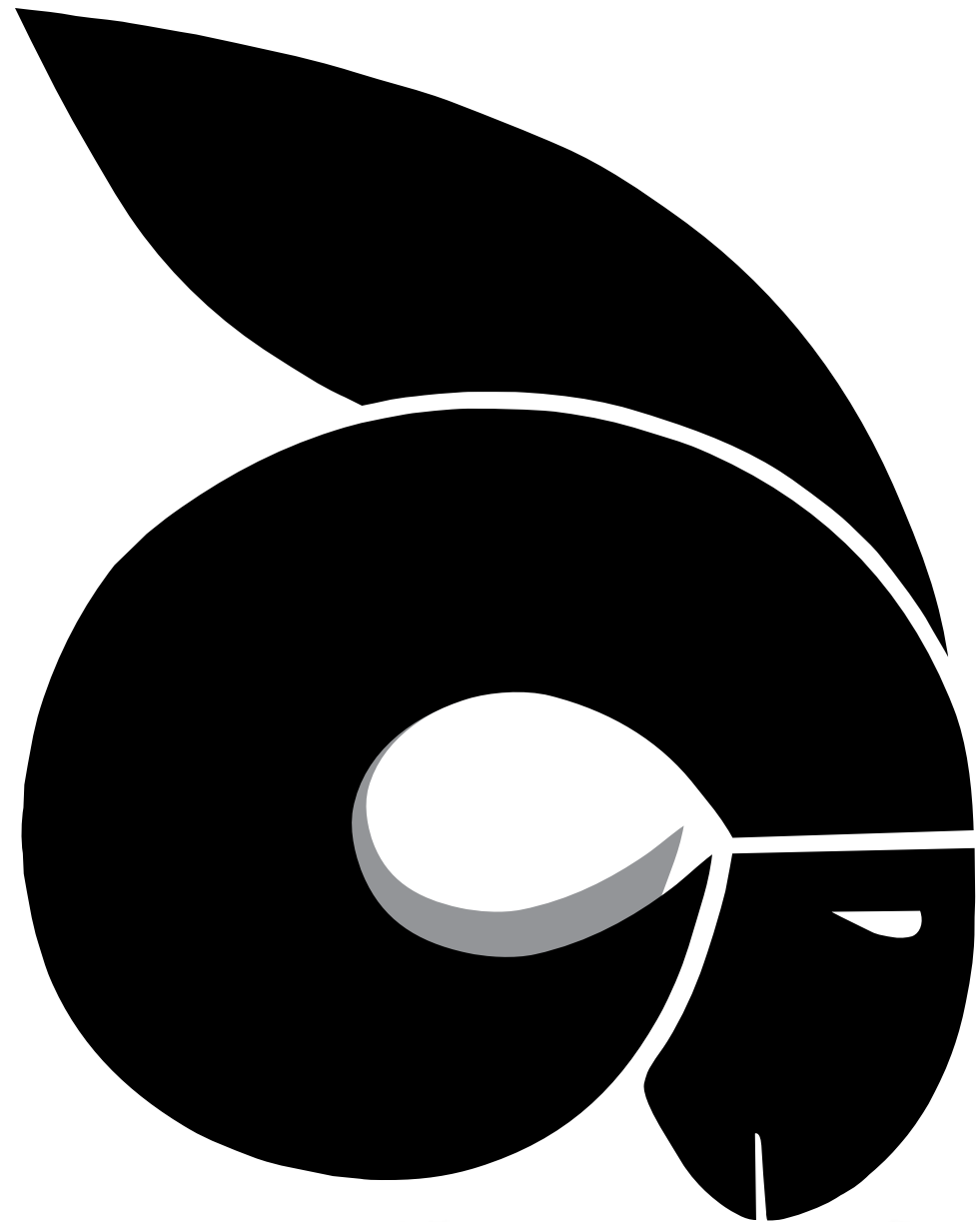
**André d'Allemagne**

« L'erreur du Parti québécois a consisté à bâtir un programme de gouvernement plutôt qu'une république, comme si l'indépendance était faite de quelques mesures sociales et d'innombrables bonnes intentions. L'indépendance, c'est la fin du passé. C'est la rupture avec le Canada. C'est donner son congé à la reine et aux simagrées monarchiques. C'est la république et ses institutions. C'est la description exacte de pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et des conditions de leur exercice. »

**Pierre de Bellefeuille**

C.P. 32 188  
Montréal (Québec)  
H2L 4Y5

514-987-0102  
info@m-e-s.org  
<http://www.m-e-s.org/>



**Mouvement**  
*pour une* **Élection**  
*sur la* **Souveraineté**

# Le MES en 5 points

1. le peuple du Québec existe
2. l'Assemblée nationale du Québec est seule apte à représenter le peuple du Québec à l'exclusion de toute autre institution — gouvernance nationale
3. l'Assemblée nationale du Québec doit servir les intérêts du peuple du Québec et de ce peuple seulement — des gestes de souveraineté sont par conséquent nécessaires dans toutes les sphères de compétence normalement dévolues à l'État
4. l'Assemblée nationale du Québec tire le mandat de gouverner de l'élection et de l'élection seulement — régime parlementaire britannique
5. l'Assemblée nationale du Québec doit être investie d'un projet social concret — programme politique proposé en campagne électorale et sanctionné par l'élection

## Le principe de l'effectivité en droit international public

L'apparition d'un État est un fait primaire qui précède le droit et dont le droit prend acte une fois qu'il est matérialisé. Un nouvel État apparaît lorsque des autorités politiques effectives et stables sont mises en place. Autrement dit, le fait précède le droit.

## Les statuts du PQ quant aux clubs politiques

228. Les clubs politiques sont reconnus par la conférence nationale des présidentes et des présidents, sur recommandation du conseil exécutif national, toute demande de reconnaissance devant faire l'objet d'une recommandation, qu'elle soit positive ou non.

Cette reconnaissance est valide pour une période d'une (1) année et peut être renouvelée par résolution du conseil exécutif national.

229. Pour être reconnu par la conférence nationale des présidentes et des présidents, un club politique doit déposer une demande de reconnaissance au conseil exécutif national. Ce groupe doit :

- a) adhérer à la déclaration de principes du Parti Québécois;
- b) produire une déclaration exposant sa mission;
- c) regrouper un minimum de deux-cents (200) membres du Parti Québécois, dont au moins dix (10) membres dans quatre (4) régions différentes.

*programme officiel du Parti Québécois*

**Le MES respecte tous ces critères.**

# Gestes de souveraineté

## Constitution

1.2.3 Avant son élection, assurer une démarche démocratique vers la souveraineté [...]

o préparer un projet de constitution initiale du Québec en prenant appui sur la loi 99, Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec, et des projets de lois fondamentales, notamment des lois sur la citoyenneté nationale, le tribunal suprême du Québec ainsi que sur les symboles nationaux;

o préparer un projet de document de transition vers le pays dans lequel seront abordés tous les aspects de la transition

1.2.4 Après son élection, poser des gestes nécessaires pour réaliser la souveraineté [...]

B. Mettre en place l'appareil financier, administratif et législatif

Au lendemain de son élection, le gouvernement du Parti Québécois se limitera à poser uniquement les gestes absolument indispensables pour donner suite à son engagement de réaliser la souveraineté. [...]

- adopter une constitution initiale réaffirmant solennellement le droit du Québec à l'autodétermination [...]
- créer une citoyenneté québécoise [...]

*programme officiel du Parti Québécois*

## Citoyenneté

Institution d'une citoyenneté propre à l'État du Québec dont le droit de vote dépendra.

## Chef d'état

Abolition du poste de lieutenant-gouverneur au profit d'un poste de chef d'État élu comme, par exemple, le président de l'Assemblée nationale.

## Communication

Institution d'une société nationale des médias : imprimé, radio, télévision et Internet.

Institution d'un Conseil de la diffusion médiatique.

Institution d'une société nationale des postes.

## Environnement, agriculture, alimentation

Institution de l'étiquetage obligatoire des OGM.

*76 % des Québécois estiment en effet que Québec devrait mettre en place un étiquetage obligatoire des OGM, à l'instar de l'Europe, et ce, même si les autres provinces et le gouvernement fédéral refusent de se plier à cette demande*